



Synthèse de la table ronde internationale

## LA SECURITE SOCIALE EN EUROPE ET DANS LE MONDE : UN PROJET PARTAGE ?

En introduction, **Valérie Schmitt** du département « gouvernance et protection sociale » du BIT, dresse un état du développement de la protection sociale depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle : malgré son extension, aujourd'hui 73% de la population mondiale n'a pas une couverture adéquate, ce qui n'est pas acceptable notamment sur le plan des droits de l'homme. En 2009, les Nations Unies ont lancé l'initiative du socle de protection sociale. De nombreux pays se sont lancés dans la mise en œuvre des socles, qui ne coûterait pour eux que 2,9% du PIB. L'objectif du BIT est que dans 5ans, 21 pays les aient mis en œuvre et que la démarche soit engagée par de nombreux autres pays.

**Marisol Touraine**, Ministre des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des femmes, explique pourquoi il était important à ses yeux de célébrer le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la Sécurité sociale avec des pays partenaires : cela permet de montrer l'importance de la coopération dans le développement des différents systèmes, qui ont leurs caractéristiques propres, avec, en perspective, l'extension mondiale de la couverture sociale.

**Andrea Nahles**, ministre fédérale du travail et des Affaires Sociales d'Allemagne signale que malgré son antériorité, le système allemand a emprunté au système français en 1945. Aujourd'hui encore, l'Allemagne adopte le salaire minimum, et envie les résultats démographiques français. Pour son pays, comme pour beaucoup d'autres, les enjeux sont la démographie et les conséquences du numérique sur les formes d'emploi. Ces défis supposent des échanges pour adopter des politiques coordonnées.

**Ahmed Ammar Youmbaï**, Ministre des Affaires Sociales de Tunisie, insiste sur la proximité des préoccupations : les changements démographiques en Tunisie appellent également à une réforme appuyée par les partenaires sociaux. Par ailleurs, l'importance de la population pauvre ( 15%) nécessite des programmes sociaux d'assistance et un socle minimum garantissant un niveau de revenu, les soins, l'éducation gratuite, ainsi qu'un logement décent.

**Annika Srandhäll**, ministre de la Sécurité sociale de Suède, souligne que la plus grande réussite pour son pays porte sur la participation des femmes au marché du travail, basée sur des programmes pour les familles, et les enfants. Comme les autres pays, la Suède doit faire face aux conséquences du vieillissement, en agissant sur les paramètres de la retraite. Concernant l'immigration, elle constitue pour la Suède un investissement pour l'avenir dont l'enjeu est d'intégrer les immigrants, qui représentent en 2015, 25 % de l'emploi dans le secteur social.

**Romain Schneider**, ministre de la Sécurité sociale du Luxembourg s'exprime au titre de la présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne, et insiste sur l'efficacité de l'amortisseur social, qu'ont constitué en Europe les systèmes de protection sociale depuis le début de la crise de 2007. Les politiques doivent agir de manière de plus en plus coordonnée, plus particulièrement en matière de chômage, de formation, d'intégration des jeunes, mais aussi pour les personnes de plus de 40 ans. La gouvernance de l'Europe doit non seulement porter sur les aspects financiers, mais aussi sur la situation sociale qui assure la confiance des individus. Il faut désormais travailler à une intégration par le haut, qui passe par une concertation informelle qui s'est enclenchée au sein de l'Eurogroupe.

**Jonathan Gruber** professeur au MIT, est heureux de pouvoir présenter la réforme « Obama-Care », qui vient réparer l'absence antérieure de protection sociale pour 18% de la population des Etats Unis. La complexité de la réforme a consisté à assurer une couverture universelle, avec l'obligation d'une assurance privée. Même s'ils n'atteignent pas 100 %, les résultats sont spectaculaires, et il sera difficile de revenir sur cette réforme en cas de changement de présidence. De nouveaux défis apparaissent : le développement de médicaments génétiques coûteux, et les conséquences de la médecine prédictive.

Marisol Touraine conclut sur la nécessité de renforcer les échanges entre ministres des affaires sociales de l'Union, pour conforter l'un des atouts de l'Europe : avoir su conjuguer le développement économique et le haut niveau de la protection sociale. Elle relève aussi que les défis communs appellent des progrès de l'harmonisation, ce qui n'implique pas que les systèmes des différents pays doivent être similaires.